

David Guiraud dénonce le cambriolage mis en place par l'État sur la TVA

Une vidéo qui va vous permettre de comprendre enfin où passe le pognon de dingue dont bénéficie l'État français.

https://youtu.be/_rkxTSKDNq?si=Hz6KSiL18IMRRBQQ

Chaîne Youtube : David Guiraud

David Guiraud, né le 18 novembre 1992 à Paris, est un homme politique français. Membre de La France insoumise, il est élu député dans la 8^e circonscription du Nord lors des élections législatives de 2022 sous l'étiquette de la NUPES et réélu en 2024 sous celle du Nouveau Front populaire.

Introduction

- Le gouvernement français est accusé de piller son propre peuple et de régner par le mensonge, la dissimulation et l'absence de vote démocratique à travers son budget, avec des faits incontestables et documentés qui n'ont jamais été vraiment répondu
- [00:16](#).
- Les chiffres du budget semblent annoncer un désastre pour la [France](#), avec un **déficit public à -5,8 % du produit intérieur brut et une dette publique de 3305 milliards d'euros**, ce qui est considéré comme fou après plus de 20 ans de gouvernements qui ont assigné la priorité absolue à la désendettement de la France
- [01:06](#).
- **La question de la dette est utilisée pour justifier des politiques antisociales et des renoncements, mais les recettes fiscales nettes de l'État, c'est-à-dire l'argent récolté par l'État, n'ont jamais été aussi élevées dans l'histoire de la France, avec une augmentation significative depuis 2017, le premier mandat d'[Emmanuel Macron](#)**
- [02:16](#).
- Les chiffres de la dette et du déficit sont préoccupants, mais ils sont utilisés pour créer un choc suffisamment puissant sur les débats publics et empêcher l'expression d'une alternative politique, il est donc important de rapprocher ces constats d'autres constats, comme l'enrichissement de l'État, pour avoir une vision plus complète de la situation
- [02:00](#).

Situation Économique et Budgétaire de la France

- Le niveau de stupidité économique et de médiocrité de ceux qui gouvernent est considéré comme faisant peur, et il est important de marteler ces éléments pour faire comprendre les événements et les conséquences des politiques actuelles
- [01:39](#).
- Les recettes fiscales nettes de l'État ont rapporté 295 milliards d'euros en 2021, puis ont augmenté à 323 milliards d'euros en 2022 et devraient atteindre **325 milliards d'euros en 2025, mais il manque un montant colossal d'argent issu de la TVA qui n'apparaît plus dans les recettes fiscales nettes de l'État**
- [02:28](#).
- L'État a adopté **une nouvelle convention comptable concernant les niches fiscales du pays en 2024, qui lui permet de cacher plus de 12 milliards d'euros de dépenses fiscales reposant sur la TVA, et cette convention a été dénoncée par la Cour des comptes**
- [02:53](#).

Le Scandale de la TVA

- **La TVA est l'impôt le plus dur et le plus injuste pour les Français, en particulier les classes populaires et moyennes**, et cet impôt a littéralement explosé depuis l'arrivée au pouvoir d'[Emmanuel Macron](#), avec une récolte de 163 milliards d'euros en 2017, 186 milliards d'euros en 2021 et 212 milliards d'euros en 2024
- [03:30](#).
- Les documents budgétaires indiquent que l'État n'a engrangé que 96,8 milliards d'euros issus de la TVA, ce qui signifie que 115 milliards d'euros de la TVA manquent, soit les 2 tiers du déficit public français de l'année 2024 ont disparu !
- [04:02](#).
- Avant Emmanuel Macron, l'argent de la TVA allait quasiment à 100 % dans les poches de l'[État français](#), mais à partir de 2019, **les transferts de TVA vers la sécurité sociale ont explosé**, avec 46 milliards d'euros transférés en 2019, 53 milliards d'euros en 2021 et 58 milliards d'euros en 2024
- [04:30](#).
- **Le scandale de la TVA sociale a été révélé en 2019 par la Cour des comptes**, qui a évoqué dans son rapport sur les recettes fiscales de l'État l'affectation aux administrations de sécurité sociale d'une nouvelle fraction importante de TVA pour compenser les baisses de cotisation sociale, ce qui a coûté des milliards d'euros à la sécurité sociale
- [05:22](#).
- **L'État français a fait financer ses cadeaux aux entreprises avec l'argent de la TVA, qui est l'impôt le plus injuste, et cela a été fait sans débat ni vote sur le sujet, ce qui représente une TVA sociale de 5 points de PIB tous les ans**
- [06:08](#).

Les Deux TVA Sociales

- **Il manque non seulement 60 milliards d'euros de TVA, mais également presque le double, soit 115 milliards d'euros en 2024, et il a été découvert que 53**

milliards d'euros de TVA ont été transférés aux collectivités locales en 2024 pour compenser des cadeaux fiscaux faits aux grands groupes

- [06:26](#).
- Les gouvernements sous [Emmanuel Macron](#) ont imposé depuis plusieurs années non pas une, mais deux TVA sociales pour un montant de plus de 110 milliards d'euros en 2024, et cela a été fait en compensant les baisses d'impôts pour les plus riches, notamment avec la fin de l'ISF
- [07:01](#).
- Les baisses d'impôts sous Emmanuel Macron sont un mensonge, **car les impôts ont été compensés par la TVA, qui est payée par les Français**, et cela a entraîné une reconfiguration de l'impôt et une reconfiguration de qui paie ces impôts, ce qui est scandaleux et explique l'appauvrissement généralisé et la destruction des services publics
- [07:26](#).
- **La consommation de la masse des Français des classes populaires et moyennes a financé les baisses d'impôts destinées aux multinationales et aux plus riches via l'impôt le plus injuste qui existe, à savoir la TVA, et même la fin de la taxe sur l'audiovisuel public, également connue sous le nom de Redevance télé, a été compensée par l'argent de la TVA**
- [08:09](#).

Vers une Troisième TVA Sociale ?

- Les dirigeants, tels que le Premier ministre Bayrou, évoquent l'idée d'une TVA sociale, **qui serait en réalité une troisième TVA sociale, pour financer des politiques qui ne bénéficient pas aux personnes dans le besoin, mais plutôt à ceux qui vivent déjà dans l'abondance**
- [08:37](#).
- La société française s'engouffre dans l'instabilité politique et sociale, et la colère dans le pays augmente rapidement, alors que les prix augmentent, notamment dans les outre-mer, et que les plus riches sont épargnés par les impôts, notamment grâce à la transformation de l'impôt sur la fortune en IFI et à la flat tax
- [09:01](#).
- **La vérité est que l'impôt sur le revenu n'est pas la première source d'impôt en [France](#), mais plutôt la TVA, et que les plus riches ont été bien épargnés par les impôts sous [Emmanuel Macron](#), avec une perte de 4,5 milliards d'euros de recette pour l'État en 2023 et 1,8 milliard d'euros pour le budget en 2022**
- [09:27](#).
- Selon une note du trésor de 2024, tous les Français ont payé plus d'impôts en 2023, **sauf les plus riches, dont l'impôt net a reculé de 0,1 % et dont le taux d'imposition réelle est passé de 17,5 à 15,2 %**. **N.D.L.R** : je rappelle que les plus riches devraient être taxés selon la tranche la plus haute, soit à 45 % ! Ils paient donc quasiment trois fois moins d'impôts qu'ils devraient.
- [09:56](#).

- Les riches bénéficient le plus des dispenses d'impôts et payent peut-être plus d'impôts en absolu, mais cela est dû au fait qu'ils bénéficient également le plus des avantages fiscaux, **et il n'y a qu'un assistanat, celui des riches**
- [10:23](#).

Les Aides aux Plus Riches

- La Cour des comptes indique que le crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile est la deuxième niche fiscale de l'État, coûtant 6,7 milliards d'euros, et que les **10 % des Français les plus riches reçoivent en moyenne 2426 € par an pour ce crédit d'impôt**, tandis que les **10 % les plus pauvres ne reçoivent que 838 € en moyenne. N.D.L.R** : soit trois fois plus ! décidément ...
- [10:51](#).
- Les 10 % les plus riches reçoivent trois fois plus d'aide de l'État que les 10 % les plus pauvres pour ce crédit d'impôt, avec **un total de 1,1 milliard d'euros pour les plus riches et 400 millions d'euros pour les plus pauvres**
- [11:41](#).
- L'abattement fiscal de 10 % sur les pensions de retraite, qui coûte 4,8 milliards d'euros en 2024, **profite peu aux plus pauvres et beaucoup aux plus riches**, avec un bénéfice par ménage de moins de **8 € par an pour les 30 % les moins aisés et de plus de 900 € par an pour les 10 % des ménages les plus aisés**
- [11:59](#).
- **Les 10 % des ménages les plus aisés captent 30 % du coût de cette dépense fiscale, soit 1,4 milliard d'euros**, ce qui montre que la politique de classe est menée avec intensité et férocité à tous les niveaux de la société
- [12:33](#).
- Le gouvernement qui mène cette politique de classe refuse d'investir dans la transition écologique, s'oppose à toute augmentation de salaires et de minima sociaux, et laisse l'économie en souffrance, tout en protégeant les intérêts des grandes fortunes et des plus fortunés
- [12:53](#).

Appel à l'Unité et à la Colère

- Ce discours budgétaire constitue également un plaidoyer pour l'unité du peuple, car à mesure que les richesses nationales sont aspirées par le pouvoir en place, les services publics s'effondrent, les frustrations s'accumulent et le racisme vient jouer son rôle de désignation de coupables
- [13:28](#).
- Les personnes qui se sentent écrasées par le système peuvent être tentées de se tourner vers des idéologies qui leur proposent de retrouver leur place dans la société, mais cela se fait souvent au détriment des autres, et il est proposé de canaliser cette colère vers l'État et les responsables qui les oppriment
- [13:52](#).
- La colère est une émotion présente dans les propos, mais il est difficile de rester sage face à l'état de la [France](#) actuelle, où le fossé entre les Français semble immense et creusé par les responsables politiques et médiatiques

- [14:10.](#)
- Les puissants sont ceux qui harcèlent les Français, et il est temps de prendre conscience de la colère que la politique actuelle crée, car l'humiliation peut galvaniser des millions de personnes qui voient leurs rêves détruits
- [14:25.](#)
- Les responsables politiques sont accusés de dissimuler leur violence en parlant de ceux qui contestent leur politique comme d'une meute de chiens déchaînés, mais si la seule négociation concerne la longueur des chaînes des voisins, il est à craindre que les Français ne finissent pas par se rebeller
- [14:56.](#)
- Il est souligné que les méthodes actuelles des responsables politiques ne sont pas acceptables et que les Français finiront par ne pas accepter d'être traités comme des chiens, ce qui pourrait avoir des conséquences graves si les choses ne changent pas
- [15:02.](#)

https://youtu.be/_-rkxTSKDNg?si=Hz6KSiL18IMRRBQQ

Essayer de retrouver la transcription

https://youtu.be/_-rkxTSKDNg?si=Hz6KSiL18IMRRBQQ

Enfin un élu qui n'a pas peur de dire la vérité.

Regardez attentivement cette vidéo et vous comprendrez enfin un des mystères français les plus opaques : où passe l'argent ?

3305 milliards de déficit public alors que nos services publics tombent en ruine et que la plupart des Français ne peuvent pas boucler leur budget ?

David Guiraud nous explique très précisément et très clairement pourquoi cela est possible.

Le plus grand impôt de France, ce n'est pas l'impôt sur le revenu, c'est la TVA. Et c'est l'impôt le plus injuste puisqu'il frappe aussi bien les pauvres que les riches. Il n'est pas proportionnel comme l'impôt sur le revenu.

Il se trouve qu'une grande partie de cet impôt (plus de 100 milliards !) **est subtilisé du budget général pour alimenter le budget de la Sécurité sociale.**

Pour augmenter le pognon de dingue ? Bien sûr que non .

Pour pallier en fait le **déficit de la sécurité sociale dû au dégrèvements d'impôts accordés aux riches systématiquement depuis l'avènement de Macron.** Si l'Etat ne faisait pas cela le SS serait en faillite et cela ferait beaucoup trop de bruit pour un gouvernement qui veut rester au pouvoir.

C'est un tour de bonneteau, une arnaque à la TVA de plus, mais elle est colossale et permet de dissimuler comment, depuis l'arrivée de Macron, des aides très importantes sont systématiquement accordées aux riches sans que cela ne se voit.

Sans parler des **plus de 100 milliards par an qui sont accordés aux entreprises chaque année**. Et, bien entendu, aux grandes entreprises et pas aux petites et très petites. Alors même que depuis quelques années **les dividendes des actionnaires des grandes entreprises ont explosé**.

Merci à David Guiraud de nous éclairer enfin sur les vraies raisons des difficultés que connaissent la plupart des Français.